



INSTITUT FRANÇAIS DES
FORMATEURS RISQUES MAJEURS
ET PROTECTION DE *l'Environnement*



2018

1998

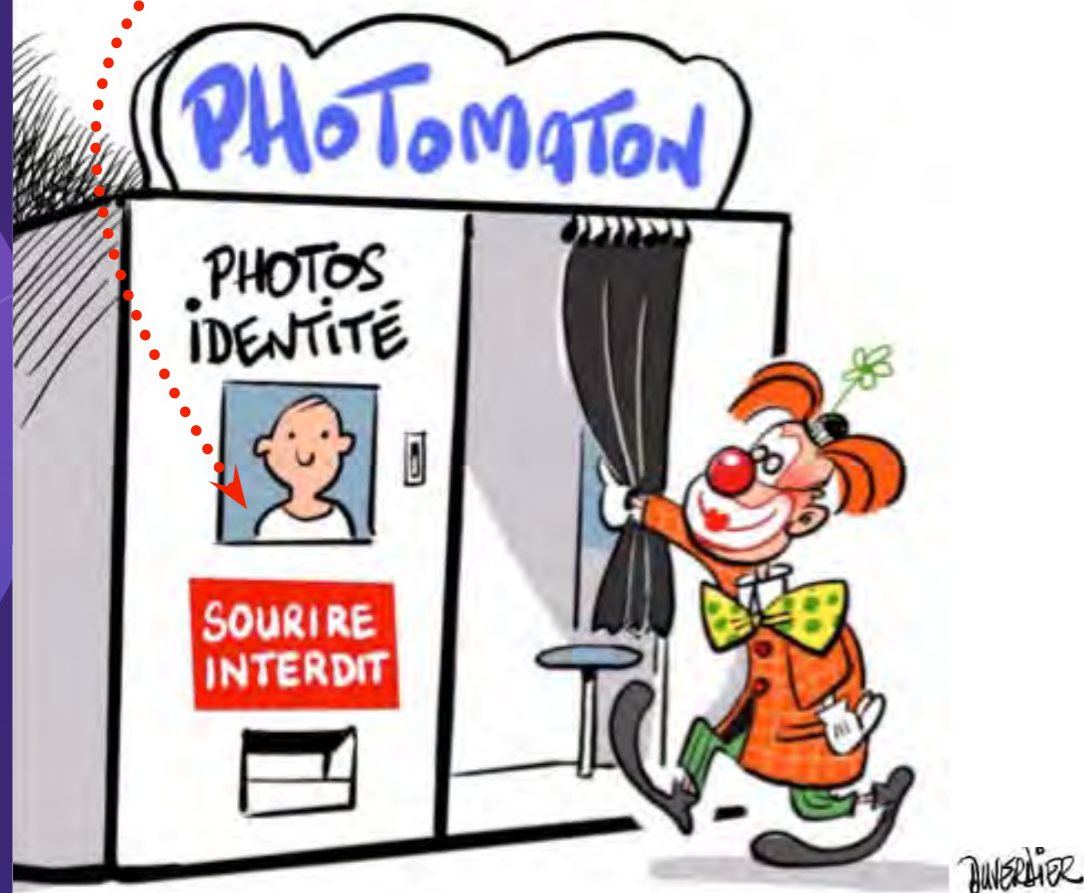
20 ANS

de
PARTAGE

pour la
PRÉVENTION
des
RISQUES

IFFO-RME Actions

Collez votre photo ici !



SOMMAIRE

- 4 — Le mot de la Présidente
- 5 — L'IFFO-RME a 20 ans !
- 6 — L'IFFO-RME, de 1998 à aujourd'hui pour ceux qui aiment les dates et les chiffres
- 10 — Et si l'IFFO-RME m'était conté
- 12 — L'itinéraire touriskhic
- 14 — Le citoyen et la culture du risque
- 16 — Du plan SESAM au PPMS
- 17 — Fiche détachable : mémo rélexe familial
- 19 — Les actions de l'IFFO-RME dans le domaine du nucléaire
- 20 — Le Bouclier de la Résilience, impulseur d'une dynamique de prévention des risques majeurs dans les établissements scolaires
- 21 — Les collectivités, acteurs majeurs face aux risques
- 22 — Des forums de sensibilisation au risque inondation
- 24 — Les partenariats à l'étranger
- 26 — Eduquer aux limites et à l'incertitude, un défi !
- 27 — Mobiliser, encore et encore. Ce n'est que le début, d'accord d'accord

Remerciements

A tous nos formateurs et partenaires qui déploient énergie et astuces pour promouvoir une culture partagée de la prévention.



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Par **Sylvette PIERRON**
Présidente de l'IFFO-RME

Hier encore l'IFFO-RME avait 20 ans, ses membres fondateurs certes un peu plus mais ils se sont échinés à construire, convaincre, créer, partager et diffuser dans un contexte interministériel sans cesse en évolution.

Hier encore l'IFFO-RME avait 20 ans et le ministère qui l'a engendré a souvent changé d'appellation MATE, MEDDE, maintenant MTES mais n'a pas varié dans sa détermination à soutenir un réseau de personnes ressources aux compétences plurielles, médiateurs volontaires, bénévoles en territoires pour contribuer à la prévention face aux risques naturels et technologiques majeurs.

Hier encore l'IFFO-RME avait 20 ans et a su gagner en notoriété mais aussi en reconnaissance de compétences et d'engagement. L'IFFO-RME est membre des groupes de travail de la CMI, de la réflexion engagée dans la préparation des ANRN et nommé au sein du COPRNM, il s'efforce de participer avec l'AFPCN et les associations régionales aux actions conduites.

Hier encore l'IFFO-RME avait 20 ans et son énergie à pérenniser le réseau ne s'est en rien affaiblie, bien au contraire les délégations créées en territoire émanent de ce besoin de s'appuyer sur un réseau de personnes identifiant les besoins en local et proposant des actions concrètes d'information et d'éducation à la prévention des risques.

Hier encore l'IFFO-RME avait 20 ans et a su développer ses activités nécessitant le recrutement de plusieurs permanents et d'une directrice dont les compétences et l'engagement sont à la hauteur des attentes du réseau lui-même et des institutions partenaires.

Hier encore l'IFFO-RME avait 20 ans et reste force de proposition et d'appui face aux structures d'éducation nationale, il est une expertise dans ce domaine s'appuyant en cela sur ses membres enseignants, inspecteurs, chefs d'établissement, infirmiers scolaires, gestionnaires... L'IFFO-RME aura su être à l'écoute, répondre aux attentes et respecter une éducation structurante, informative et non anxiogène face à la prévention des risques majeurs.

Si *hier encore* l'IFFO-RME avait 20 ans, il en faudra plus et surtout plus de dévouement encore pour poursuivre cette œuvre engagée où l'on retrouvera *le temps des crues, le temps des folies, le temps perdu, le temps de la vie, le temps qui vient jamais ne s'arrête* ... Le contexte social, économique, environnemental évolue, le renouvellement du réseau pluriel et intergénérationnel est permanent. *Avoir 20 ans des lendemains pleins de promesse* nécessitant adaptations, remise en question.

Qui saura, qui saura, qui saura se réinventer sans cesse, trouver les énergies nécessaires et les soutiens indispensables...



L'IFFO-RME A 20 ANS !

Par **Jacques FAYE**
Architecte urbaniste de l'Etat en chef
Chef du bureau de l'information préventive, coordination et prospective
SRNH/DGPR
MTES

En effet, en 1998 se posait la question de la survie d'un réseau embryonnaire de volontaires pour porter lors des formations des personnels de l'Education nationale, une sensibilisation de la jeunesse aux risques naturels et technologiques majeurs au sein des écoles, des collèges ou des lycées. Cette initiative que portait mon prédécesseur Jean-Paul Morel, prenait de plus en plus d'essor et je ne voyais pas comment il nous serait possible d'assurer en interne le développement et l'animation de ce réseau. Sa pertinence n'était pas discutée : donner à nos concitoyens un droit à l'information sur les risques majeurs nécessitait de généraliser au niveau des jeunes générations une éducation pour construire une confiance lucide et celle-ci devait se faire au sein des établissements. Elle a été inscrite en 2004 dans la loi de modernisation de la sécurité civile.

Face à cette situation, nous avons demandé aux formateurs de se regrouper en association loi de 1901 et d'assumer pour le compte du ministère de l'environnement, l'animation mais aussi le développement de ce réseau avec des formations de formateurs. Ainsi est né l'Institut français des formateurs risques majeurs et protection de l'environnement (Ifforme) avec à sa tête, après élection du bureau, Mme Sylvette Pierron comme présidente.

Dés lors, les formations se sont succédées à raison de deux ou trois par an et d'un séminaire à l'attention de tous les membres. Plus de 1 200 personnes ont été ainsi formées représentant un potentiel important de volontaires à l'attention des enseignants mais aussi des chefs d'établissement. En effet, les tempêtes Lothar et Martin en décembre 1999 ont induit une nouvelle demande : comment assurer la sûreté des élèves en cas d'évènement majeur ? Chacun devait être acteur. A la demande du Président Jean-Marie Schléret de l'Observatoire de la sécurité des établissements scolaires, nous avons convenu de transposer en termes plus simples et plus opérationnels pour l'ensemble des établissements d'enseignement, le plan SESAM élaboré au sein du réseau par des spécialistes de l'urgence et des secours. Cette démarche dénommée plan particulier de mise en sûreté a été imposée à partir de 2002.

Ces dix dernières années ont été marquées par une extension de vos activités avec la création d'outils pédagogiques, de site Internet, de vidéos mais aussi un élargissement au-delà des risques naturels, avec les sols pollués, la qualité de l'air ou la prise en compte de la radioactivité. Vous êtes présents dans toutes les académies et dans les instances nationales comme la Commission mixte inondations; votre parole est écoutée.

Si d'autres directions générales (DGSCGC, DGESCO, Enseignement agricole...) ont conventionné avec vous, la Direction générale de la prévention des risques vous a soutenu financièrement et son bureau chargé de l'information préventive vous a accompagné tout au long de ces vingt années. J'espère qu'il en sera ainsi pour les années à venir. Aujourd'hui les sujets demeurent et même s'amplifient, de nouvelles menaces apparaissent, des risques émergent et l'impact du changement climatique dû aux activités humaines devient un danger pour l'avenir de l'humanité mais nous sommes de plus en plus nombreux à apporter notre contribution à une société résiliente, un futur durable et plein d'espoirs pour tous.

L'IFFO-RME, DE 1998 À AUJOURD'HUI : POUR CEUX QUI AIMENT LES DATES

1990
Création
du réseau
de formateurs.

1991
1^{ère} rencontre du
réseau national à
l'université d'été de
Nainville les Roches,
dans le cadre des
universités d'été
de l'Education
Nationale.

1996
Les formateurs risques
majeurs élaborent le Plan
SESAM précurseur du
PPMS dans le cadre de
l'université d'été.

1997-1998
Naissance et premier
pas de l'IFFO-RME en
tant qu'association à la
demande du ministère de
l'environnement.

2000
L'IFFO-RME embauche
sa première salariée Evelyne Allain.
Suite au tremblement de terre
d'Izmit, formation SESAM aux
établissements francophones
d'Istanbul.

2001
Explosion AZF,
120 établissements scolaires,
en majorité non préparés,
sont touchés.
L'IFFO-RME embauche
sa seconde salariée,
Sandrine Masson,
de 2001 à 2006.

2002
Publication au BO EN de la circulaire
créant le PPMS avec l'appui de l'ONS.
L'IFFO-RME publie son premier
bulletin officiel « IFFO-RME actions ».

2004
La loi de modernisation
de la sécurité civile marque
un tournant en considérant
le citoyen comme le premier
acteur de sa sécurité de même
tout élève doit être sensibilisé
à la prévention des risques.
Naissance du 1^{er} Gafforisk
sur les risques majeurs,
225 000 exemplaires
en ont été diffusés.

2008
Signature d'une convention
avec Météo-France.
Signature d'une convention
avec l'IRSN et création de
l'exposition sur la radioactivité.
L'IFFO-RME fête ses 10 ans et
Vincent Vermeulen est aspiré par
l'énergie de l'équipe bénévole qui
met en place cet anniversaire.

2006
Le premier partenariat
entre le CED-BENIN
et l'IFFO-RME est signé.
Les actions à l'international
se multiplient.
Julie Harval remplace
Sandrine Masson
de 2006 à 2008.

2007
Création du livret
« Les risques majeurs et moi »,
l'opération-pilote est conduite
en Auvergne.

2010
Sur demande du ministère de
l'environnement, l'IFFO-RME
commence à travailler sur les
risques chroniques, notamment
les sites et sols pollués.
Fanny Taillar est embauchée
sur ce dossier.

2009
Agrément Education Nationale.
Le livret « Bouge ton air »
sort et contribue aux actions
de l'IFFO-RME déjà existantes
sur la qualité de l'air.

2013
Signature d'une convention avec
l'Education Nationale, la DGESCO.
Signature d'une convention avec l'ASN.
Laurine Gely prend la suite de Virginie
et anime les dynamiques en lien avec les
événements météorologiques extrêmes.

2011
Accident nucléaire
de Fukushima, les demandes
d'emprunts pour l'exposition
radioactivité nucléaire affluent.
Virginie Perromat rejoint l'équipe
sur un projet innovant
www.risques-majeurs.info,
de 2011 à 2012.

2014
Organisation du 1^{er}
forum sur le risque
inondation Plouf par la
Préfecture de police de Paris
en appui de l'IFFO-RME.
Les démarches de prévention
des risques majeurs dans
les établissements
d'enseignement sont
valorisées à travers
la distinction Bouclier
de la Résilience.
1^{ère} formation
Risk'investigation
en Ile-de France.

2015
Les attentats multisites à Paris
et contre Charlie Hebdo amènent
à ajouter la menace majeure au PPMS.
En appui au ministère en charge
de l'environnement, l'IFFO-RME
contribue à la première campagne
pluie inondation d'ampleur
régionale par la campagne particulière
de sensibilisation sur l'arc
méditerranéen AIGUAT.

2016
1^{ère} formation
SSP/QAI.

2017
Nouveau BO, divisant le PPMS
en deux : un volet risques majeurs
et un volet intrusion attentat.
Aysegül Cengil rejoint l'équipe
des 4 salariés permanents.

2018
1^{ère} formation à l'animation
de débat public sur les risques
technologiques et nucléaire.
L'IFFO-RME fête ses 20 ans et
de nombreux projets fleurissent
et mûrissent (Mouille ta plume,
OpenRadiation, les PAPI,
les PLOUF Campus,
les maquettes magnétiques
sur différentes thématiques...).

500
formateurs formés

1000
formateurs formés

En 1987, Haroun Tazieff qualifie le risque majeur comme
« la menace sur l'homme et son environnement direct, sur ses installations,
la menace dont la gravité est telle que la société se trouve
absolument dépassée par l'immensité du désastre ».

POUR CEUX QUI AIMENT LES CHIFFRES

Le réseau RMé



1400 Le nombre de personnes formées



2 formations initiales par an minimum



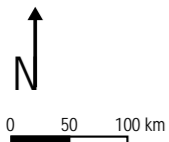
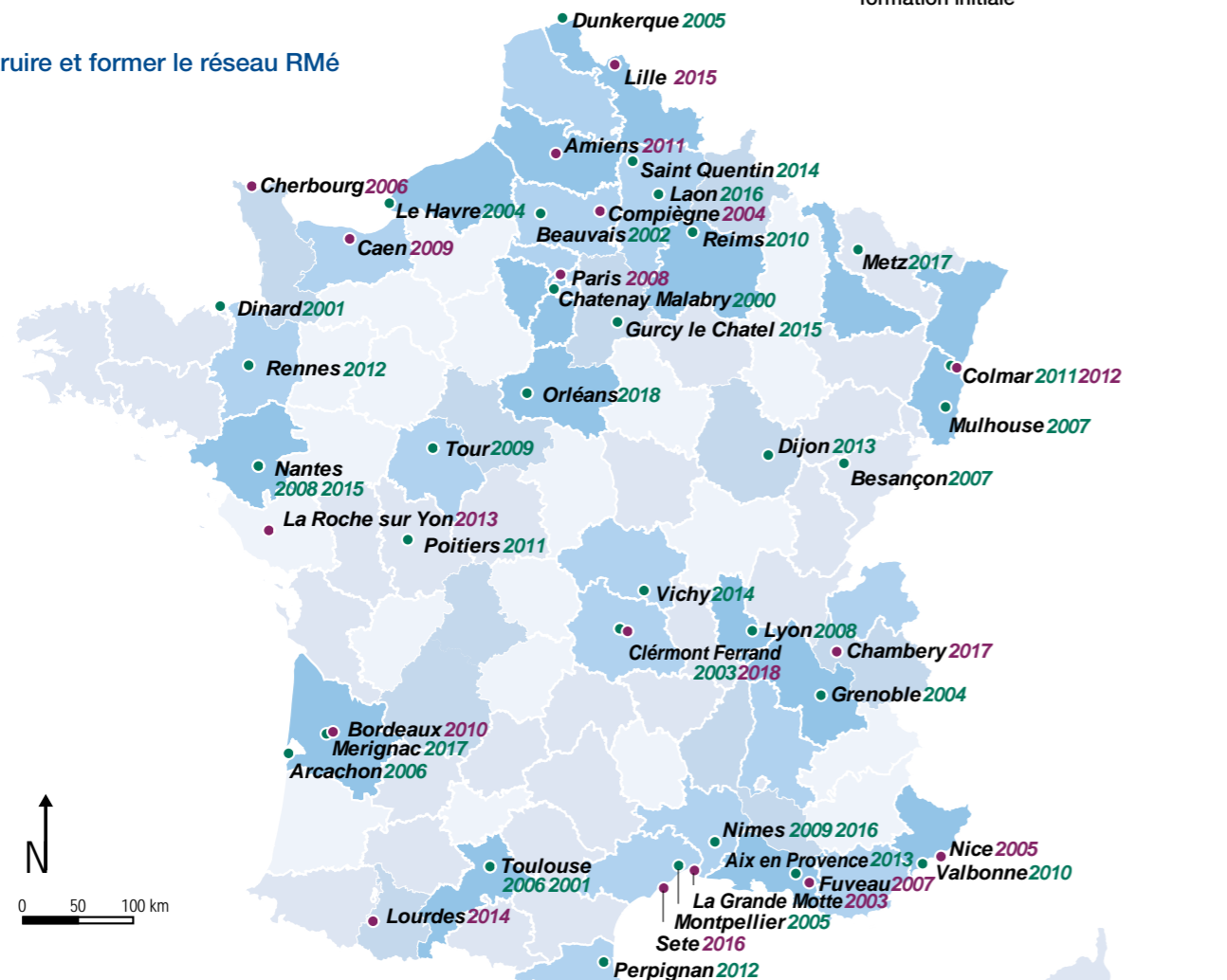
1 rencontre nationale par an

Les adhérents



En moyenne 60% des personnes adhèrent à l'IFFO-RME à l'issue de leur formation initiale

Construire et former le réseau RMé



- LES FORMÉS***
- De 21 à 46 formés
 - De 12 à 21 formés
 - De 8 à 12 formés
 - De 4 à 8 formés
 - Moins de 4 formés

- LES FORMATIONS**
- Formations initiales de formateurs RMé
 - Rencontre Nationale des formateurs RMé

* Sur la base de la dernière localisation professionnelle communiquée à l'IFFO-RME

Les formateurs et l'IFFO-RME

REPARTITION DE LA PART DES ADHERENTS PAR REGION

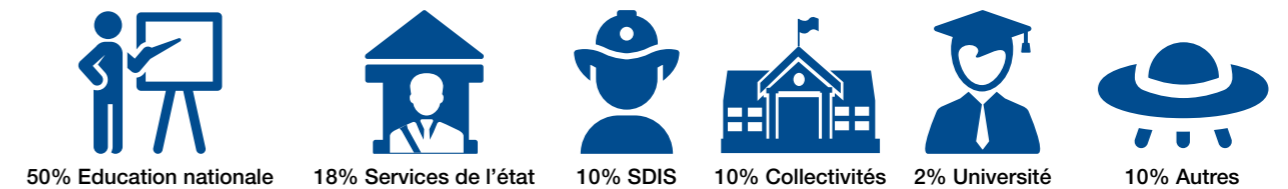
- Plus de 20% des adhérents
- De 10 à 20 % des adhérents
- De 6 à 10 % des adhérents
- De 3 à 6 % des adhérents
- Moins de 3% des adhérents

NOMBRE DE FORMATEURS ACTIFS PAR DELEGATION

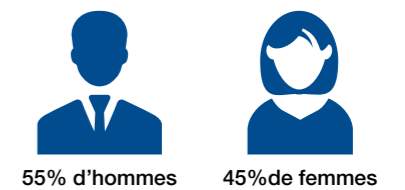
- Plus de 20
- Plus de 5
- 1 ou plus



Composition du réseau



2018 voit la première formation PPMS dédiée aux chargés de prévention des universités qui mobilise les formateurs de cette catégorie.



ET SI L'IFFO-RME M'ÉTAIT CONTÉ

Par **André Patte**
Formateur depuis 1991

A partir de la volonté du ministère en charge de l'environnement et avec l'appui et la motivation de Jean-Paul Morel, le réseau de formateurs risques majeurs naît.

Nous autres, formateurs de la première heure avons beaucoup appris sur la confection et l'animation de « transparents » pour nos stages et sur l'encadrement de formations, sans parler de notre investissement jours et parfois nuits à réfléchir ensemble et produire ces ressources, qui nous ont soudés tel les membres d'une grande famille. Quand on avait besoin d'un renseignement sur une région ou un hébergement, on ne faisait pas appel à Google mais aux formateurs et coordonnateurs risques majeurs que l'on connaissait.

Ce réseau s'est appelé IFFO-RME en 1998 après un conseil de famille parfois animé. Depuis l'association a été fidèle à son origine et a fait siens ces engagements autour de la qualité du travail et de la convivialité pour défendre l'éducation à la prévention des risques majeurs.

En 2001 l'explosion de l'usine AZF, gérée par la « maman du plan SESAM » Marie Cécile Barthet médecin urgentiste au SAMU de Toulouse arrivée la première sur les lieux, a montré l'importance de la mise en sûreté dans les établissements scolaires ici et ailleurs. Ainsi en Turquie ou j'avais participé à l'élaboration du plan SESAM du Lycée Saint Joseph en 2000 après le séisme d'Izmit, j'ai eu le plaisir de constater 10 ans après que les conseils prodigués avaient été mis en application ! Pour autant les exercices de simulation plan SESAM / PPMS révèlent les failles : savoir se servir du matériel comme les talkies walkies, nombre de personnes nécessaires pour porter un brancard, fenêtres laissées ouvertes et mettant en péril la collectivité... En tant que formateur membre de l'IFFO-RME et dans ma vie passée de coordonnateur de l'académie de Nice, je mesure l'importance de la formation et de l'accompagnement sur le terrain des établissements scolaires et je sais combien l'association est attachée à cela.

Par **Sandrine Masson**
Formatrice depuis 2001

En 2001, tout juste âgée de 21 ans, j'intègre l'IFFO-RME en tant que chargée de mission « interactivité », inventif intitulé pour un emploi jeune. Je viens renforcer la grande équipe de salariés composée... d'Evelyne, embauchée l'année passée. Nos locaux sont alors situés dans un immeuble parisien du Passage Dubail, une ruche dans laquelle bourdonnent une dizaine d'autres associations.

Je commence le vendredi 21 septembre 2001 à 9h30. A 10h17, l'usine AZF à Toulouse explose... Était-ce un signe ? En tout cas, il y aura véritablement un avant et un après. La prise en compte des risques majeurs en milieu scolaire devient un vrai sujet de préoccupation et la parole des formateurs, qui passaient parfois pour des prêcheurs d'apocalypse, est désormais accueillie avec bien plus d'intérêt.

Je découvre peu à peu le réseau et surtout ses membres,

des personnes avec des convictions et une envie incroyable d'apporter leur pierre à l'édifice. Je découvre aussi l'équilibre entre culturel et opérationnel, socle inébranlable de l'action de l'IFFO-RME. On parle aussi bien de ludo-pédagogie que de mise à l'abri améliorée, et de TPE que de PPI (entre autres milliers de sigles...).

Je participe rapidement à ma première formation nationale de formateurs RMé, à Beauvais. Les stages sont alors précédés d'un impressionnant déménagement. Des dizaines de cartons sont remontés du 2ème sous-sol en direction des valises des stagiaires. Il faut dire que les supports pédago-

réseau. Au-delà d'un temps de formation continue, les formateurs disposent, à nouveau, d'un espace de partage d'expériences, de bonnes pratiques et de construction collective d'outils. Et la soirée des spécialités régionales contribue, à sa manière, à la dynamique du réseau !

Enfin, pendant ces années 2000, l'axe « protection de l'environnement » n'est pas en reste, avec notamment une participation active à de grands forums d'éducation au développement durable (Planète'ERE...) ou de la mise en place d'actions et supports pédagogiques sur la pollution de l'air.

En 2006, je pars rejoindre la Ville de Nantes. Julie me rem-

Par **Delphine Thieblemont**
Formatrice depuis 2015

- Ça te dirait de faire la formation initiale de formateur risques majeurs ?

- Oui ! Pourquoi pas...

3 mots lourds de conséquences !! Initialement prévu pour une semaine à Nantes en mars 2015, mon engagement à l'IFFO-RME n'a toujours pas pris fin !! Y a des jours comme ça...

En route pour Nantes. Une semaine de risques naturels, industriels, de plans divers et variés, d'exercices PPMS, d'acronymes improbables mais aussi et surtout de rencontres ! Car c'est ça l'IFFO-RME : un vaste réseau tentaculaire que vous ne soupçonnez même pas ! Un endroit où Education Nationale, SDIS, Collectivités territoriales et autres services et structures se retrouvent pour échanger, discuter, construire, et ce, dans un unique but commun : la prévention des risques.

Comme en 2001 avec l'accident d'AZF, novembre 2015 marque un tournant dans la vie du réseau. Les institutions s'affolent. Les circulaires s'enchaînent. Les PPMS deviennent « encore plus » obligatoires ainsi que les exercices. Le volet PPMS-Intrusion fait son apparition. La culture du risque évolue et l'IFFO-RME s'adapte. Le contenu de la formation initiale est retravaillé pour répondre à ces nouvelles attentes. La formation à distance fait son apparition pour dégager du temps en présentiel sur ces nouvelles questions. Tout le monde se retrouve les manches ! Le nombre d'inscrits dans les formations initiales explose. Elles s'enchaînent: Gurcy, Nîmes, Bordeaux, Laon, Metz, Orléans... Toujours plus de demandes. Toujours plus de formateurs.

Mais l'IFFO-RME garde en droite ligne le risque majeur. Là aussi les actions se multiplient : le livret sur la qualité de l'air intérieur pour les écoles, AIGUAT et la prévention des inondations dans les établissements scolaires de l'arc méditerranéen, OPENRADIATION en partenariat avec l'IRSN et sa carte interactive, RISK'INVESTIGATION à destination du temps périscolaire, la formation des référents « Qualité de l'Air Intérieur et Sites et Sols Pollués », PLOUF !, LES BOUTILLIERS DE LA RESILIENCE... Je vais arrêter là mon inventaire de peur de vous lasser.

Devant toute cette activité, il fallait conforter l'équipe. Aysegul a rejoint Evelyne, Vincent, Fanny et Laurine en avril 2017. Incontournable équipe de permanents. Cette équipe dynamique est capable de vous organiser des rencontres nationales et des formations initiales aux quatre coins de la France en relevant tous les défis possibles et imaginables, d'animer des ateliers devant tout type de public et de vous embarquer à renfort de grands sourires dans tous les groupes de travail ou autres projets sans que vous ne vous doutiez de rien. Si, si ! Ainsi c'est avec l'IFFO-RME que j'ai débuté ma carrière cinématographique et que j'ai réalisé mes premières soudures de transistors sur carte électronique. Surprenant, me direz-vous. Risqué peut-être ?? Pas du tout ! Avec tous ces experts du risque, le seul danger, c'est le fou rire !

Et pour les 20 prochaines années ?? La seule chose qu'on puisse souhaiter pour l'IFFO-RME c'est toujours plus de formateurs engagés.

LA MÉMOIRE DES ANCIENS



giques étaient, à cette époque, composés de classeurs de transparents « du formateur » et de mallettes de livrets. Ils seront ensuite remplacés par des CD-ROM, des clés USB et maintenant des téléchargements en ligne (au plus grand bonheur des valises !).

En mai 2002, le Bulletin Officiel consacré à la mise en sûreté dans les établissements d'enseignement inscrit dans la loi les préconisations de l'IFFO-RME. Après quelques débats enflammés, le plan SESAM se transforme en PPMS... D'abord timidement, les établissements s'en emparent peu à peu grâce à l'accompagnement de proximité des formateurs. Quelques mois plus tard, en octobre 2003, les universités d'été reprennent sous la forme de rencontres nationales. La première se tient à la Grande Motte sur le thème des inondations et c'est une bouffée d'oxygène qui est rendue au

placera, puis Vincent. Cependant, je reste présente comme formatrice pour voir les projets vivre et se développer : livrets « Les risques majeurs et moi », formations et rencontres aux quatre coins de la France (dont Nantes bien sûr !), Gafforisk, projet « école météo ». Pour n'en citer que quelques-uns... J'ai eu le sentiment au cours de cette période de participer activement à la construction d'une structure efficace au bénéfice d'une culture du risque... l'IFFO-RME et si au fur et à mesure, l'équipe salariée s'étoffe avec l'arrivée de Fanny et Laurine. Les délégations se multiplient pour renforcer l'action des formateurs en local. Les partenariats et conventions se développent. L'association siège dans des instances nationales... Et l'IFFO-RME devient un acteur incontournable et reconnu dans le domaine de la prévention des risques majeurs.

L'ITINÉRAIRE TOURISKHIC

- 2002 crues dans le Gard **1**
- 2001 coulées de boue à Tulle **2**
- 2013 crue de la rivière Ouche **3**
- 2016 crue centennale du Loing dans le Loiret **4**
- 2010 tempête Xynthia **5**
- 1999 naufrage pétrolier Érika **6**
- 1999 tempête Lothar en Bretagne **7**
- 2009 tempête Klaus dans les Landes **8**
- 2001 explosion de l'usine AZF **9**
- 2004 coulée de boue aux Égravats **10**
- 1999 accident au tunnel du Mont Blanc **11**
- juillet 2018 épisode orageux dans la Marne **12**
- 2008 tornade d'Hautmont **13**
- 2001 inondations de la Somme **14**
- 2009 explosion sur la plateforme pétrochimique de Carling en Moselle **15**
- Été 2018 sécheresse dans le Grand-Est **16**
- 2012 avalanche au Mont-Maudit **17**
- 18** 2003 crue centennale du Rhône
- 19 22 23** 2016 crue de la Seine
- 20** 2013 fuite de Mercaptan à l'usine Lubrizol
- 21** Février 2018 explosion de l'usine Saipol à Dieppe
- 24** 2001 tempête dans le parc du château de Pourtales
- 25** juin 2010 inondations liées à un épisode cévenol dans le Var
- 26** 2015 glissement de terrain dans le PNR de Corse
- 27** 2004 séisme des Saintes 2017 ouragan Irma
- 28** 2000 éboulement de la colline de Cabassou
- 29** 2007 ouragan Dean
- 30** mai - juillet 2018 essaim de séismes
- 31** 2017 inondations dans les îles-du-Vent
- 32** 2007 réveil et éruption du Piton de la Fournaise
- 33** 2010 ouragan Igor
- 34** 2017 séisme de magnitude 6
- 35** 2003 cyclone Erica



- 27** Guadeloupe
- 28** Guyane
- 29** Martinique
- 30** Mayotte
- 31** Polynésie Française
- 32** La Réunion
- 33** St Pierre et Miquelon
- 34** Wallis et Futuna
- 35** Nouvelle Calédonie



LE CITOYEN ET LA CULTURE DU RISQUE

par **Danièle Bazin**
Vice présidente de l'IFFO-RME

L'aggravation des conséquences des risques sur les littoraux est maintenant incontestée et inévitable. Elle est due surtout au changement climatique mais aussi aux aménagements rapides et continus de ces territoires qui répondent depuis plusieurs décennies à l'attraction touristique croissante. Par exemple, aujourd'hui, la France compterait plus de 1,4 millions d'habitants et 850 000 emplois exposés aux submersions marines.

Pourquoi, face à ce constat, la culture du risque est-elle encore déficiente à ce jour ?

Actuellement, les sociétés « désapprennent » les signes de la nature, la mémoire du passé s'effrite. Trop souvent par méconnaissance, par refus des discours alarmistes, la société dans son ensemble, accepte sans discuter des risques pourtant inacceptables en raison de leur gravité et de leur fréquence.

Quel est le rôle conjoint des institutions et de la population dans le développement de la culture du risque ?

Le 22 juillet 1987, (déjà 30 ans !), fut voté, une loi qui introduisait « l'information préventive des populations ». Elle précisait : « Les citoyens ont droit à une information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent ». Peu à peu, d'autres lois et textes réglementaires ont donné lieu à de nombreux documents de synthèses et plans élaborés à différents niveaux par les services de l'Etat, les collectivités et des représentants de la société civile.

Ce n'est qu'au prix de leur appropriation par les élus, les responsables de la sécurité, les personnes chargées de l'éducation des jeunes et le grand public que leur mise en œuvre se révèle efficace.

Pourquoi faut-il développer la culture du risque ?

L'information des populations et l'éducation, dès le plus jeune âge, éveillent la conscience, aident à la décision et soutiennent le devoir de mémoire pour soi et les générations futures. Information et éducation font évoluer les comportements, améliorent l'efficacité de la prévention et de la protection. C'est le moteur essentiel pour faire progresser la culture du risque qui favorise une meilleure résilience des territoires avant, pendant et après une crise. De plus, cette culture partagée facilite les débats collectifs et la prise en compte des enjeux et de l'intérêt commun.

Comment développer la culture du risque ?

La perception d'un risque dépend en grande partie du contexte auquel il est rattaché et des vécus personnels et collectifs. Les échanges intergénérationnels se rapportant aux catastrophes constituent le socle de la mémoire des risques. Celle-ci participe à la construction d'une culture

qui, comme toutes les cultures, s'acquière pas à pas. Elle s'enrichit des informations institutionnelles, médiatiques et des échanges avec des proches et le monde associatif.

Comment promouvoir la culture du risque ?

Il existe déjà des repères de crues et l'obligation d'afficher les risques majeurs.

Depuis le développement des réseaux sociaux, les moyens de communication n'ont jamais été aussi nombreux et diversifiés. Le rôle de la presse écrite et orale reste primordial y compris au niveau des communes. Trop souvent utilisées pour manifester son mécontentement, les réunions publiques, sont aussi autant d'occasion de s'informer, de croiser les points de vue et de s'exprimer sur les différents projets. Pour approfondir et développer cette culture, certaines associations proposent des stages, des outils pédagogiques...

Pour être mieux perçu et ne pas provoquer d'anxiété excessive dont l'effet se révèle négatif, ne faudrait-il pas développer des messages positifs et constructifs ancrés sur les moyens de réduction des gaz à effets de serre, à l'origine de l'élévation du niveau des mers qui accroît les submersions et érosion des littoraux, et promouvoir des adaptations possibles en territoire. Les approches culturelles par exemple (architecture, théâtre, arts plastiques...) sont autant de vecteurs à privilégier.

Quelques exemples

- Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM).
- Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) : décret du 11 octobre 1990.
- Plan Particulier de Mise en Sureté (PPMS) : circulaire du ministère de l'Education nationale du 29 mai 2002 .
- Plan Communal de Sauvegarde (PCS) : loi du 1^{er} août 2004.

DU PLAN SESAM AU PPMS

Par **Gérard MIGNOT**
Secrétaire Général

Dès 1996 le jeune réseau interministériel et inter catégoriel de formateurs Risques Majeurs Environnement créé par la Délégation aux Risques Majeurs du ministère chargé de l'environnement constate l'impréparation des établissements d'enseignement à faire face à un événement majeur qu'il soit d'origine naturelle ou technologique. Un groupe de travail du réseau RME dont un officier de Sapeurs-Pompiers spécialiste du risque technologique et une Médecin de SAMU enseignante en médecine de catastrophe, élabore alors le plan SESAM (secours dans un établissement scolaire face à l'accident majeur). Cette méthodologie analysée, amendée, testée par les formateurs du réseau lors d'une université d'été à Porc de Bouc et, bien que validée par 3 ministères (éducation, environnement, intérieur), ne fera l'objet que d'une simple information dans le BOEN 45 de décembre 1996 limitant ainsi son appropriation par les établissements.

Hélas, ce sont les tempêtes de fin 1999 et l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en septembre 2001 ayant impactées un grand nombre d'établissements d'enseignement qui permettront à l'IFFO-RME et à l'ONS de souligner leur grande vulnérabilité due à leur impréparation.

Prenant conscience que tout établissement doit être préparé à faire face aux risques majeurs la DGESCO du ministère de l'éducation avec l'appui du ministère de l'environnement et de l'ONS élabore un guide du PPMS (Plan Particulier de Mise en Sureté) déclinaison allégée du Plan SESAM visant à faciliter sa mise en place. Ce plan fait l'objet d'une circulaire de l'Éducation Nationale publiée dans Le BO hors-série n°3 le 30 mai 2002.

En 2004 la Loi de Modernisation de la Sécurité Civile (LMSC) prévoit dans son article 4 que « toute personne concourt par son comportement à la sécurité civile » (Article L721-1 du Code de la Sécurité Intérieure) et logiquement dans son article 5 que « tout élève bénéficie dans le cadre de sa scolarité obligatoire, d'une sensibilisation à la prévention des risques » (article L312-13-1 du Code de l'Éducation).

Pendant de nombreuses années le réseau des formateurs Risques Majeurs éducation, soutenu activement par son association, l'IFFO-RME, et l'ONS souhaitent qu'une nouvelle circulaire PPMS vienne confirmer le caractère doublement obligatoire de ce plan en application de la LMSC :

- Obligation d'une éducation préventive sur les Risques Majeurs (L312-13-1 du CE).
- Obligation pour les établissements d'enseignement de disposer d'un plan d'auto-organisation face aux événements majeurs de sécurité civile dans le cadre du dispositif ORSEC (article R741-1 du CSI).

Grâce à la persévérance de l'IFFO-RME et au soutien efficace de l'ONS cette demande se trouve enfin satisfaite le 25 novembre 2015 par la signature des 3 ministères concernés (MENESR/MINT/MEDDE) d'une nouvelle circulaire PPMS. Suite aux attentats de novembre 2015, une circulaire EN/INT 2015-206 publiée également le 25 novembre intègre dans le PPMS une 4ème posture dite « attentat intrusion » mais une instruction EN/INT du 12 avril 2017 impose une distinction entre « PPMS RM » et « PPMS AI » n'allant pas dans le sens d'une prise en charge globale des risques et menaces majeures...

Seize ans après la 1ère circulaire PPMS, dans de nombreuses académies beaucoup trop d'écoles et d'établissements secondaires ne disposent hélas toujours pas d'un PPMS face aux Risques Majeurs efficace, validé et testé annuellement par un exercice, alors même qu'une seule année a permis d'approcher 100% d'exercices PPMS Attentat Intrusion par la volonté des cabinets ministériels.

Il reste donc un travail important à fournir pour les formateurs RMé et leur institut, l'IFFO-RME, pour, en appui sur les Coordonnateurs Académiques Risques Majeurs placés auprès des recteurs, accompagner tous les établissements dans leur démarche de résilience afin qu'ils soient formés à faire face aux risques majeurs selon une double approche opérationnelle (exercices annuels) et culturelle (sensibilisation des élèves aux risques majeurs et aux comportements de sauvegarde).



FACE AUX RISQUES MAJEURS, MON MEMO FAMILIAL

Risques auxquels est exposée mon habitation

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Inondation | <input type="checkbox"/> Tsunami |
| <input type="checkbox"/> Tempête | <input type="checkbox"/> Transport de Matière Dangereuse |
| <input type="checkbox"/> Submersion marine | <input type="checkbox"/> Activités industrielles |
| <input type="checkbox"/> Avalanche | <input type="checkbox"/> Nucléaire |
| <input type="checkbox"/> Séisme | <input type="checkbox"/> Feux de forêt |
| <input type="checkbox"/> Cyclone | <input type="checkbox"/> Rupture de barrage |

MON ANNUAIRE

Les personnes à contacter, à prévenir

N°1	N°2	N°3
Nom :	Nom :	Nom :
Prénom :	Prénom :	Prénom :
Adresse :	Adresse :	Adresse :
Tél. :	Tél. :	Tél. :

Les Numéros essentiels

- Médecin traitant
- Mairie
- Assurance
- Employeur
- Etablissements scolaires (si enfants)

Mes contrats

- N° assurance civile
- N° assurance habitation
- N° assurance voiture
- N° mutuelle
- N° carte vitale pour chacun des membres de la famille

Rappel des numéros d'urgence

112	Numéro d'appel d'urgence en Europe
15	SAMU
18	Sapeurs-Pompiers
17	Police Nationale
114	Pour sourd et malentendant par SMS

Fréquence radio à écouter

France Bleu

Préciser la station :



RÉALISER MON KIT D'AFFAIRES D'URGENCE

Dans ma maison : prêt à me mettre à l'abri

Dans ma maison

- Denrées peu périssables qui peuvent se consommer sans cuisson (conserves)
- Bouteille d'eau potable (2.5l/personne/jour)
- Adhésif de confinement
- Un réchaud

Dans mon sac : prêt à évacuer

M'informer et me signaler

- Une radio et une lampe torche (à dynamo ou pile)
- Un sifflet

Mon alimentation d'urgence

- Bouteille d'eau potable
- Nourriture prête à consommer (barres de céréales...)

Mes objets pratiques

- Couteau multifonction
- Copie des documents importants (pièce d'identité, carte vitale, assurance...)
- Briquet ou allumettes

*Cette liste est indicative.

Ma santé

- Trousse de premiers soins et ordonnances
- Papier hygiénique
- Couverture de survie
- Lingette humidifiée

Au moment de quitter mon logement, j'ajoute à mon kit d'urgence

- Clés de la maison
- Portefeuille
- Téléphone portable et son chargeur
- Objets souvenirs ou jeux pour occuper les enfants
- Argent liquide
- Vêtements de rechange
- Médicaments si je suis sous traitement

APPRECIER LA VULNERABILITE DE MON HABITATION

Exemples :

Inondation : maison de plain-pied, coupure électrique, volets électriques ...

Comment diminuer ta vulnérabilité ?

Vents violents : sapin planté dans le jardin depuis 20 ans, la maison est à 10m...

Comment diminuer ta vulnérabilité ?

COUPURE DES FLUIDES

	Localisation (1)	Manœuvre à effectuer
Electricité		
Gaz		
Eau		
Air		
Fioul		

(1) Localisation précise des organes de coupure : pièce, placard...

LES ACTIONS DE L'IFFO-RME DANS LE DOMAINE DU NUCLÉAIRE

Par **Geneviève Baumont**
 Experte senior à l'IRSN
 Administratrice de l'IFFO-RME

C'était à Cherbourg, il y a plus de 12 ans, l'IFFO-RME avait organisé la première rencontre des formateurs sur le thème du risque nucléaire, avec la volonté de réaliser un Gafforisk explicitant ce risque pour les scolaires. Le contenu du Gafforisk est devenu l'exposition itinérante Gafforisk très demandée dans les collèges lors des exercices de crise. Une autre exposition plus simple a été créée pour répondre aux besoins des écoles du premier cycle et l'exposition itinérante de l'ASN /IRSN s'est nourrie du retour d'expérience acquis grâce aux partenariats avec l'IFFO-RME.

Ce partenariat a aussi été l'occasion de nombreux échanges et dialogues avec les formateurs et les salariés. Puisque chacun peut être acteur et comprendre son environnement, des formateurs ont été pionniers en effectuant des mesures sur la radioactivité ambiante (réalisées avec des Safecast, des kits OpenRadiation ou des canary) mais aussi sur le radon et transmettre ainsi cette expérience à leur classe ou à des élèves volontaires.

Un éventail d'outils et de méthodes a ainsi été créé et plébiscité par les enseignants et certaines collectivités territoriales. D'autres chantiers s'ouvrent mettant à profit l'expérience de l'IFFO-RME acquise dans le domaine de l'animation de débat où chacun participe. Lors de leur semaine de formation initiale, les « formés » ont apprécié de développer cette capacité à mettre de la dynamique ou à favoriser l'écoute, et utilisent désormais ces outils dans leur lieu d'action. L'obligation faite aux Commissions Locales d'Information (CLI) d'organiser des réunions publiques autour des sites nucléaires conduit l'IFFO-RME à formaliser ce savoir-faire pour que les CLI puissent s'appuyer si elles le souhaitent sur les formateurs adhérents de l'institut aptes à s'adresser à de nombreux publics sur ce sujet délicat.





LE BOUCLIER DE LA RÉSILIENCE, IMPULSEUR D'UNE DYNAMIQUE DE PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Par **Isabelle NOUGAREDE-DUVIVIER**
Chargée de mission Risques Majeurs
Sécurité - DSDEN des Yvelines

Le Bouclier de la résilience est une distinction valorisant l'état de bonne préparation des établissements scolaires face aux risques naturels et technologiques, selon une double approche opérationnelle (planification, comportements) et culturelle (connaissance de l'aléa). Il s'inscrit dans l'esprit de la loi de modernisation de la sécurité civile où chacun contribue à sa propre sécurité à titre individuel ou collectif. Il permet donc d'articuler autour d'une problématique liée aux événements naturels ou technologiques, une réflexion qui fédère éducation à la santé, la citoyenneté, le développement durable et l'éducation à la responsabilité en milieu scolaire.

Pour les lauréats, les boucliers sont donc de belles récompenses de leur engagement, des distinctions que l'on peut afficher et partager avec toute la communauté éducative.

A l'échelle d'un territoire ils permettent aussi de fédérer toutes les énergies.

Cela relève d'abord d'un choix politique qui valorise l'engagement des acteurs de terrain dans une démarche de prévention, les encourage à candidater et à organiser une cérémonie qui mobilise tous les partenaires.

Dans le département des Yvelines, cette stratégie est développée depuis plusieurs années par la Dsden. Elle s'appuie sur le partage de pratiques pédagogiques souvent innovantes et sur un travail d'équipe interservices. Pompiers, gendarmes, policiers, militaires, partenaires scientifiques ou associatifs, élus et services municipaux sont alors réunis autour des établissements lauréats pour un moment convivial et festif.

La cérémonie de boucliers est accueillie dans un lieu emblématique : une école maternelle pour notre première cérémonie en 2013, puis un lycée professionnel, le Grand Palais au moment de la Cop21, le Centre de Secours Principal de Poissy avec les Jeunes Sapeurs-Pompiers, et enfin le quartier militaire du Camp des Loges à Saint Germain en Laye. Cette rencontre est l'occasion de présenter quelques travaux pédagogiques (saynètes, courtes vidéos, photos, affiches et divers supports). Elèves et adultes sont souvent impressionnés mais aussi très honorés de partager leurs productions. Ils repartent avec un joli bouclier, des compliments chaleureux et l'envie de persévérer pour revenir l'année prochaine !



LES COLLECTIVITÉS, ACTEURS MAJEURS FACE AUX RISQUES

Par **Caroline Merle**
Technicienne Risques Majeurs
Ville d'Amiens.

Comme toute commune, la ville d'Amiens répond à des obligations réglementaires codifiées dans différents textes sur la gestion des risques majeurs. Afin de faire face, Amiens a choisi de créer un service dédié dont les missions vont au-delà des obligations légales.

L'unité Risques Majeurs de la Ville d'Amiens remplit trois grandes missions qui sont l'information à la population, l'aménagement du territoire et la gestion des situations de catastrophes, naturelles ou non.

- L'information de la population

L'information de la population doit être « multi-supports » et « multicanaux » tout en s'adaptant aux spécificités locales afin de correspondre le plus possible au public. C'est le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) qui répond à cette obligation. A Amiens, ce document bénéficie d'une large communication par les voies classiques (boîtage, site internet,) Parallèlement, le service développe des opérations ciblées auprès des scolaires. Depuis 4 ans, chaque enfant scolarisé en CM1 reçoit un DICRIM jeunes qui à travers des jeux reprend les aléas majeurs présents à Amiens et les moyens de s'en prémunir. Les agents du service interviennent également en classe sur une demi-journée. Leur exposé se termine par la distribution d'un jeu sous forme de 6 magnets reprenant les 6 aléas présents à Amiens et les consignes de sécurité attenantes. Cette méthode permet ainsi aux enfants de sensibiliser leurs parents

de retour chez eux. Le service enregistre des retours très positifs de la part des enfants, des professeurs et des parents.

- L'aménagement du territoire

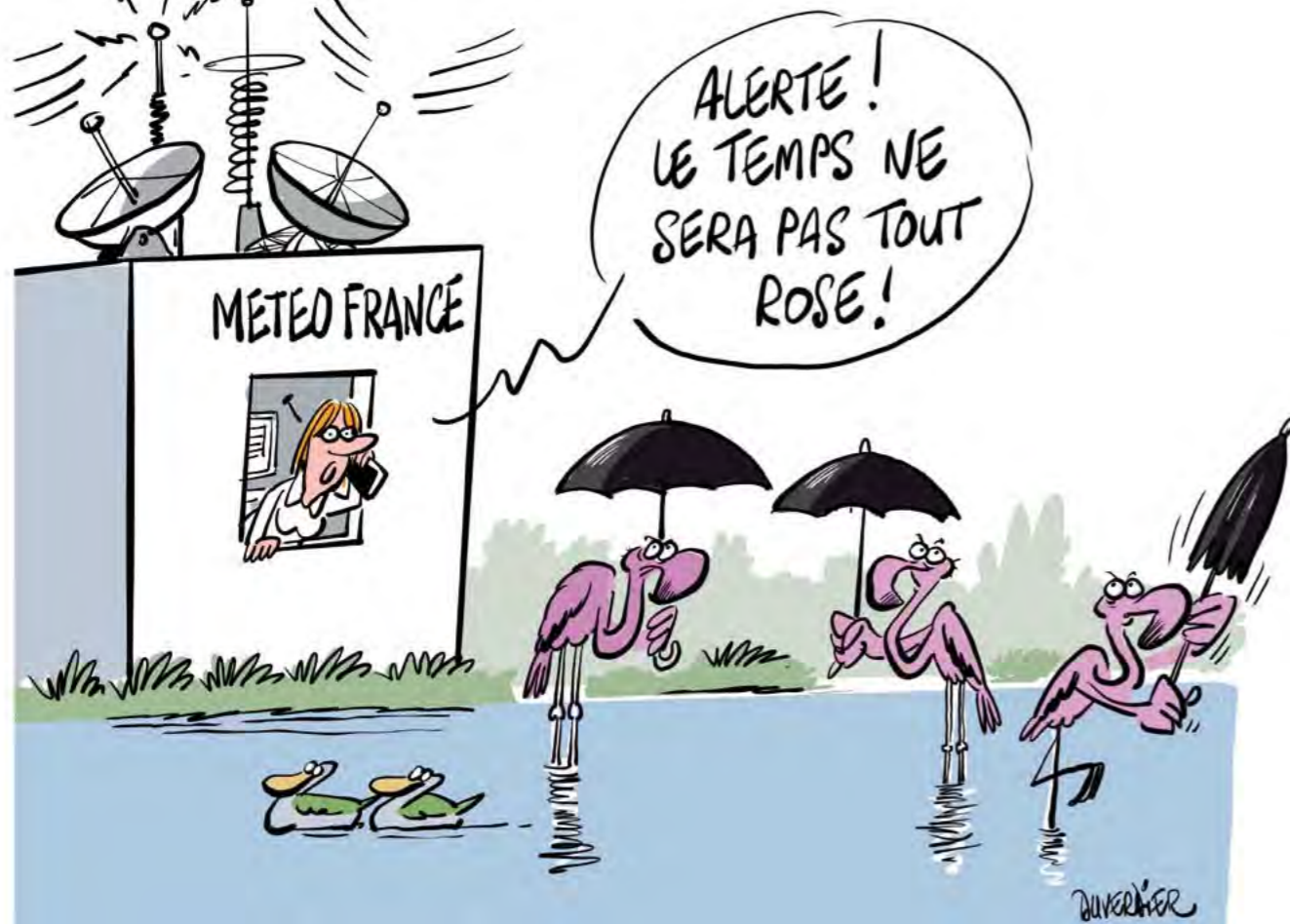
L'aménagement du territoire intègre les aléas potentiels afin d'en réduire l'impact sur les personnes, les biens et l'environnement. Le Maire assure les pouvoirs de police en matière d'urbanisme. Il délivre les permis de construire en veillant à ce que le projet urbain ne mette pas en cause la sécurité future des occupants. Le maire s'appuie sur le plan de Prévention des Risques (PPR). Cet outil vise à ne pas augmenter la vulnérabilité dans les zones à risques.

À Amiens, il n'existe pas de PPR dédié aux mouvements de terrain. Toutefois, les notaires consultent systématiquement le service gestion des risques afin de s'assurer qu'aucun ouvrage souterrain ou mouvements de terrain ne concerne le bien ou la parcelle en vente. Le service assure le suivi des ouvrages souterrains depuis leur découverte jusqu'à parfois leur comblement si l'état de stabilité ne permet pas de garantir la sécurité des personnes ou des biens à son aplomb.

- La gestion d'événements dépassant par leur violence et/ou leur gravité les moyens de réponse habituels des secours

La ville d'Amiens dispose d'un Plan Communal de Sauvagerie (PCS). Le PCS est une boîte à outils qui lors d'un événement violent et inattendu permet de gérer la situation avant que celle-ci ne se transforme en crise. À Amiens, le PCS est élaboré par l'équipe communale de Prévention des Risques. Au-delà de la rédaction du PCS de la ville, le service accompagne les établissements scolaires, les crèches et les centres de loisirs dans la rédaction de leur Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS). Ce document répertorie les mesures nécessaires pour mettre les enfants et le personnel en sûreté en attendant l'arrivée des secours ou la levée de l'alerte.





DES FORUMS DE SENSIBILISATION AU RISQUE INONDATION

A l'origine du PLOUF

Par **Sidonie Thomas**
Conseiller technique pôle sécurité
intérieure - Préfecture de la Gironde



En 2013, nous sommes un petit groupe au sein du secrétariat général de la zone de défense et de sécurité de Paris de la Préfecture de police convaincu que la crue de la Seine, qui occupe l'esprit de nos planificateurs de crise en permanence, est justement LE sujet sur lequel il faut communiquer auprès de la population pour la préparer à l'impact de cette crise globale dans leur vie, recueillir l'adhésion du citoyen acteur de sa propre sécurité à notre dispositif et ainsi faciliter notre gestion de crise.

Très vite, sensibiliser les enfants, futurs acteurs de la société civile, à travers une action de prévention événementielle est une évidence. Cela oblige aussi les parents à entendre ce qu'ils ne veulent pas entendre ! Mais parler aux enfants de catastrophes naturelles est un métier.

La découverte de l'IFFO-RME grâce à nos collègues de la DRIEE (autre acteur majeur dans la gestion de la crue) est fondamentale puisque c'est ce qui permettra de poser les bases de cet événement que nous allons co-construire avec l'IFFO-RME et nos partenaires dans la crise. Car l'idée est de demander aux grands acteurs de la crue (qui surveillent le fleuve, qui gèrent les lacs en amont, qui organisent l'hébergement à Paris, qui sont en charge du secours) d'expliquer chacun leur partie à travers des ateliers ludiques réunis dans un village forum.

Convaincre nos partenaires de nous rejoindre dans l'élaboration de ce village « gaulois » résistant à la crue n'a pas été simple, il a fallu vaincre des oppositions, y compris en interne. D'autant que le nom de l'événement « PLOUF » (choisi au fil de nos discussions, toujours menées dans la bonne humeur) et sa mascotte « Arlette la tortue reine de l'alerte » obligeaient nos institutions sérieuses à communiquer avec humour sur un sujet catastrophique !

Dès la première édition, en juin 2014, nous n'eûmes aucun doute sur la justesse de la cible quand certains pensèrent que nous nous arrêterions là. Mais la prévention est avant tout affaire de répétition. D'autant que nous avons depuis vécu deux crues qui ont malheureusement donné raison à notre intuition du départ et qui donnent à « PLOUF » toute sa raison d'être.

Fruit d'énergies individuelles et collectives, PLOUF est aujourd'hui repris dans d'autres départements (ce qui était l'objectif initial) et devrait s'inscrire dans la durée à Paris pour préparer au mieux les parisiens chaque année à cet événement hors norme.

Éléments clés pour un PLOUF réussi

Par **Ségoène Lecoq**
Chargée de communication
Préfecture de police de Paris

A l'origine de toute action PLOUF, il y a un réseau d'acteurs engagés, réunis par une volonté de sensibiliser au risque inondation sur un territoire. Le plus souvent, ce réseau existe

déjà : il suffit de le mobiliser ! Une fois la dynamique lancée, chaque acteur, institution, association ou entreprise, aura à cœur d'apporter son expertise et ses idées, permettant la création d'un événement réellement attractif et pluridisciplinaire.

Une attention toute particulière doit être portée au contenu des messages transmis au public : ils doivent être informatifs, tout en restant accessibles à un public non spécialiste. L'important est donc de viser une acculturation au risque, et d'essayer de susciter l'intérêt pour le sujet. Dans cet objectif, les activités ludiques sont souvent les plus efficaces.

Pour qu'un PLOUF soit réussi, quel que soit son format, il lui faut attirer du public, notamment en prévoyant des « temps forts » (concert, démonstration...). Pour garantir la fréquentation, il peut être également intéressant d'associer différents types de public-cible : c'est ce qui a été choisi pour les dernières éditions de PLOUF 75, avec certaines activités sur inscription, notamment pour les scolaires, et un village ouvert sur l'espace public. Là, le choix du lieu est primordial : il se doit d'être à la fois sécurisé, accessible et passant, tout en étant assez spacieux pour accueillir les visiteurs.



Dernier point d'importance : la communication, en amont, doit être la plus large possible. Elle peut s'orienter à la fois vers les acteurs de l'inondation dans la région et vers le grand public, via l'affichage, la presse locale, les réseaux sociaux et les sites internet. La logique partenariale de PLOUF est là encore essentielle : l'ensemble des partenaires pourra relayer l'événement via ses propres canaux de communication, démultipliant ainsi sa visibilité.

Ces éléments réunis, il ne manquera à PLOUF qu'un dernier ingrédient pour permettre à chacun, à son niveau, d'engager la réflexion sur le risque inondation : la bonne humeur !

Vers de futurs PLOUF

Par **Evelyne Allain**
Directrice IFFO-RME

Les PLOUF(s) constituent des événements qui offrent de multiples possibilités, variations sur la durée, sur le nombre d'ateliers, déclinaisons de leurs contenus et donc les partenaires mobilisés... mais également sur le format, les cibles et les lieux d'implantation. Ces derniers sont l'expression de la volonté d'un porteur :

- Le pavillon de l'eau à Paris avec un accueil privilégié des jeunes de centres de loisirs.
- Radio France avec un « PLOUF entreprise » conduit sur les heures de déjeuners des personnels avec une sélection d'ateliers... et le développement de nouveaux sur la continuité d'activité ou encore sur un module médias audio-vidéo.

La préfecture de Police à l'occasion d'un exercice grandeur nature (Sequana) ouvert spécifiquement au tout public, lequel s'est déplacé en nombre en raison d'une couverture médiatique particulièrement nourrie.

- Les collectivités, à Neuilly sur Marne avec une proposition d'activités à partir des archives municipales ou encore au Soler dans les Pyrénées Orientales ou les réserves de sécurité civiles étaient présentes. Vitry sur Seine s'est également lancée dans l'aventure cette année.

Des événements assimilés ont aussi vu le jour : forum de sensibilisation au risque d'inondation sur Toulouse, Alès, Ajaccio. Des ateliers issus des PLOUF sont réutilisés en d'autres occasions : sur des journées de la sécurité intérieure ou des journées départementales des risques majeurs, des forums sur le développement durable ou encore le Forum international de la météorologie.

« Je fais ma valise, De retour à l'anormal, Je vis en zone inondable et le petit dernier De la pluie aux inondations : vigilance ! » remportent à ce titre un beau succès. Ces temps d'accueil des scolaires prennent aujourd'hui place dans des stratégies de territoire tel les SLGRI, les TRI ou les PAPI... La mission interrégionale inondation de l'Arcomed peut également être citée. Elle soutient des initiatives à visée pédagogique (Mouille ta plume) et la création de supports (cahiers d'activités pour les jeunes, productions vidéo) qui trouvent leur place dans les PLOUF.

La mise en place d'un forum PLOUF constitue aussi un cadre d'information voire de formation à travers des temps d'échanges et de débat. Conférences et PLOUF'Café trouvent leur public sur les PLOUF'Campus implantés dans les universités (Denis Diderot, Perpignan, Toulon). Les étudiants peuvent être interpellés, sollicités, mobilisés à divers niveaux : de l'approche journalistique (Radio campus à Perpignan) à l'animation d'ateliers pour lesquels ils sont formés spécifiquement au risque d'inondation en amont du village-forum (étudiants de l'IUT de Saint Denis et de l'université de Marne la Vallée). Ces démarches revêtent un intérêt particulier considérant les objectifs et missions de l'IFFO-RME, dans la mesure où ces étudiants, qui deviennent lors des PLOUF, des médiateurs de la prévention peuvent devenir les formateurs RMé de demain.

En 2014 le premier PLOUF était monté, 4 ans plus tard 10 de ces forums ont été déployés avec l'appui des formateurs des délégations territoriales de l'IFFO-RME. Déjà des réunions de préparation sont organisées pour planifier les PLOUF 2019, augurant la poursuite de cette belle dynamique.



PARTENARIATS À L'ÉTRANGER

Les actions d'éducation, de formation et de sensibilisation en Afrique

Par **Jacques Edjrokinto**
Directeur du CED-BENIN, 2013

Les formations initiées et animées par le CED-BENIN depuis 2014, s'inscrivent parfaitement dans la stratégie nationale sur le renforcement des ressources humaines, de l'apprentissage et du développement des compétences pour faire face au changement climatique. Elles sont le fruit de la coopération entre les différents ministères, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, représentés au sein du Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC) mis en place par le décret n°2003-142 du 30 avril 2003.

Les changements climatiques représentent un des plus grands défis de notre temps. La hausse des températures et les changements météorologiques multiplient les aléas actuels, d'origine climatique ou humaine, ou en entraînent de nouveaux. Les habitants les plus pauvres de notre planète sont aussi parmi les plus vulnérables en raison de leur insuffisance de ressources financières, naturelles, physiques, sociales et humaines pour faire face aux conséquences des aléas dus aux changements climatiques et à l'homme. Les changements climatiques menacent à long terme les résultats obtenus grâce à une coopération visant au développement. Pour garantir la mise en œuvre de projets de développement durables, ces derniers doivent tenir compte de ces aléas et renforcer les capacités des bénéficiaires ou les moyens de subsistance, tout en minimisant leur vulnérabilité.

Le territoire béninois est concerné à des degrés divers par plusieurs types de risques : inondations, mouvements de terrain, avalanches, incendies de forêts, et les érosions côtières. Le CED-Benin persuadé que seule une meilleure prévention des risques pourra réduire la facture laissée par ces événements exceptionnels sur les populations et leurs activités, a fait le pari qu'il vaut mieux prévenir que guérir ; il faut réduire la vulnérabilité des villes et des villages face à ces catastrophes naturelles. Il faut préserver de l'urbanisation les espaces les plus exposés aux phénomènes naturels, chercher les voies d'un développement intégrant les conditions naturelles du site, valoriser les terrains exploités et adaptés aux risques naturels. Ce sont autant d'actions qui concourent à fonder une véritable politique de prévention. Nous sommes convaincus que le développement des territoires dépend de notre capacité à composer avec la nature dans un souci d'économie de projets et de réduction des risques mais aussi des coûts socio-économiques pour nos concitoyens.

Les notions du risque et de catastrophe représentent un thème des plus controversés qui soient. Elles désignent une réalité bien évidente associée au désordre et au chaos mettant en cause ce qui est établi dans son ordre normal. Le rapport du PNUD de 2004 montre que des milliards de personnes dans plus de 100 pays sont périodiquement victimes d'un phénomène de type catastrophe. Ce même rapport démontre que le risque et la catastrophe restent inévitables pour l'humanité, d'où la nécessité pour les pays et les orga-

nisations d'établir un plan efficace en vue de maîtriser les crises. L'identification de ces défis à relever dans le domaine de la gestion des crises et catastrophes naturelles et des changements climatiques, amène les dirigeants du Centre d'Éducation à Distance du Bénin à conventionner avec l'IFFO-RME dès 2006. Ce partenariat a contribué à identifier les stratégies à mettre en place pour aboutir à son objectif qui est d'aider les acteurs du domaine à gérer ces éventuels événements afin de limiter la mort d'hommes. La stratégie du CED-BENIN est dans un premier temps d'identifier les thèmes qui peuvent aider la chaîne à mieux gérer ce mal dont la population toute entière souffre, ensuite l'étape expérimentale du PPMS (Plan Particulier de Mise en Sureté) qui l'envoie vers les écoles pilotes à Calavi et à Cotonou en formant leurs enseignants. Depuis plus de 10 ans, le Centre d'Éducation à Distance du Bénin ne cesse de former les cadres acteurs de la chaîne ainsi que la simulation dans les écoles. Les formations ont pu aussi être dispensées dans le Nord aux côtés de formateurs du réseau béninois d'éducation aux risques majeurs (RéBERM) et de l'IFFO-RME.

Journalistes, femmes et jeunes à l'école des risques majeurs et de la résilience

Par **Moussa Sadio**
Le quotidien, *Le Soleil*, Jeudi 2 août 2018
www.lesoleil.sn

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de promotion d'une culture du risque majeur, l'Association urgence et développement (Aud) a procédé, pour le compte du Sénégal, au lancement de l'initiative « Collectivités et communautés résilientes dans l'espace Cedeao » à Ziguinchor, la semaine dernière.

L'objectif visé est d'amener les populations à avoir une nette prise de conscience des enjeux des risques majeurs et de la nécessité de rendre plus résiliente la région, notamment les collectivités locales d'ici. A cet effet, l'Association urgence et développement a saisi l'occasion du lancement de l'initiative « Collectivités et communautés résilientes dans l'espace Cedeao » pour organiser une formation à la résilience aux risques majeurs. C'était en relation avec le Comité régional de solidarité des femmes pour la paix en Casamance (Usoforal) qui est son partenaire à Ziguinchor dans le domaine de la prévention des risques majeurs et du renforcement de la résilience des communautés et des acteurs communautaires.

La session de formation a regroupé des journalistes ainsi que des acteurs communautaires, en particulier les femmes et les jeunes. Ces derniers ont été initiés aux aspects liés, entre autres, à la prévention et à la prévision des risques majeurs. Il leur a été également inculqué d'autres concepts de base du risque majeurs. Le but est de les amener à prendre d'avantage conscience des dangers auxquels ils sont le plus souvent exposés. En tout cas, ces derniers ont maintenant

compris ce qu'est un risque majeur, ce qui le caractérise et ce qu'un pays en voie de développement doit faire pour créer les conditions de son émergence en partant de la résilience.

« Je pense que nos débats ont révélé que les participants ont bien appréhendé les enjeux et la problématique de la résilience aux risques majeurs » a estimé l'un des deux formateurs, Ousmane Seck, par ailleurs président de l'Association urgence et développement. Ainsi donc, notre vis-à-vis s'est félicité d'avoir constaté qu'à Ziguinchor, « on a une nette prise de conscience des enjeux des risques majeurs et de la nécessité de rendre plus résiliente la région ». Un plan d'action opérationnel est annoncé ; et il y est prévu une formation « plus ciblée » en direction des journalistes, des femmes et des jeunes. Il est aussi envisagé de mettre en relation des collectivités locales de France et de la Casamance en matière de lutte contre les risques majeurs et renforcement de leur résilience.

Le président de l'Aud n'a pas manqué d'insister sur l'information préventive « par distinction avec la question de la problématique de l'information sensible ».

Il a estimé que celle-ci a tout son sens dans la région méridionale du Sénégal, Ousmane Seck n'a pas occulté la question de la résilience communautaire et de la résilience transfrontalière » qui, souligne-t-il, concernent d'une manière particulière la région de Ziguinchor ».

Ousmane Seck, président de l'AUD,
est formateur membre d'IFFO-RME
et anime le réseau sénégalais de formateurs RMé.



EDUQUER AUX LIMITES ET À L'INCERTITUDE, UN DÉFI !

Par **Geneviève Baumont**
Ex experte senior à l'IRSN
Administratrice de l'IFFO-RME

L'expérience acquise par l'IFFO-RME dans la pédagogie liée aux risques nucléaires, à la pollution des sols, à la pollution de l'air intérieur, aux changements climatiques lui a prouvé que certaines notions devaient être mieux développées.

De nouveaux ateliers devraient être consacrés à la réflexion sur la manière de faire comprendre activement les notions complexes qui traversent les problématiques liées aux risques industriels ou à la gestion des pollutions de l'environnement et qui ne sont pas bien appréhendées par les citoyens ou les élèves. Prenons quelques exemples.

La gestion des risques passe toujours par l'élaboration de scénarios où la probabilité que survienne un événement et son intensité dépendent de multiples causes ou facteurs. La compréhension des enjeux climatiques dépend de l'explicitation de différents scénarios, qui pourrait peut-être aider les citoyens à comprendre leur rôle possible.

Autre exemple de concept difficile à appréhender, les incertitudes et l'importance des risques quant aux effets sur la santé. Souvent, c'est une vision en tout ou rien qui est perçue, c'est dangereux ou cela ne l'est pas... Alors que la gestion des risques repose sur des méthodes qui permettent des repères quant à la gravité de ces effets ou quant à la connaissance que l'on en a et qui mériteraient des efforts de pédagogie pour les faire connaître.

Dernier exemple, l'IFFO-RME s'interroge sur la manière dont on peut lutter contre la «fake science» les «fakes news», les rumeurs des réseaux sociaux qui viennent troubler la compréhension des risques et engendrer des comportements ou attitudes nuisibles pour la société. Là aussi, des chantiers pourraient s'ouvrir pour apporter des outils méthodologiques.

L'IFFO-RME s'est attaché à développer des contenus permettant de diffuser des notions de base sur les phénomènes. Les propositions ci-dessus concernent plutôt des connaissances de second voire troisième degré qui pourraient compléter l'éventail des multiples outils déjà proposés.



MOBILISER, ENCORE ET ENCORE. CE N'EST QUE LE DÉBUT, D'ACCORD D'ACCORD

Par **Evelyne Allain**
Directrice IFFO-RME

Les 20 ans de l'IFFO-RME se sont appuyés sur la volonté et l'implication des formateurs. Son futur ne se fera qu'avec eux et qu'avec la confiance des institutions qui ont su jusqu'alors croire en l'importance d'une juste information et éducation à la prévention des risques majeurs. Si la prévention des risques majeurs reste l'objet statutaire de l'IFFO-RME, dès l'origine les problématiques environnementales étaient considérées : « protection de l'environnement » préfigurant une approche large des risques. A titre personnel mon embauche s'est appuyée sur le projet « de la pollution à la qualité de l'air », ce dossier est aujourd'hui encore en développement.

Cette rétrospective sans être exhaustive, aura illustré 20 ans d'engagement, des avancées significatives sur le plan de l'éducation à la prévention des risques majeurs à travers les programmes, les projets d'établissement et bien évidemment le PPMS. Les témoignages des formateurs font écho à la diversité et la complémentarité des acteurs et des actions déployées sur les territoires avec intelligence, en défendant les valeurs de ce droit à l'information sur les risques majeurs et d'une éducation pour tous. Pour autant il est nécessaire de rester vigilants et critiques. L'ère de la dématérialisation et du numérique peut devenir un handicap lorsqu'elle s'affirme uniquement comme un critère d'économie au détriment de l'accompagnement humain sur le terrain, avec ce maillon précieux qu'est le coordonnateur académique avec son équipe. Sa mission 20 ans après n'est pas confortée, elle peut même apparaître fragilisée.

La force du *travail ensemble* a fait ses preuves. Les groupes thématiques, souvent nés des rencontres nationales structurent les chantiers de demain : de l'adaptation du format des formations initiales et continues du réseau, en passant par les propositions de formations spécifiques qui consolident les compétences des formateurs volontaires. Mais aussi des propositions innovantes pour travailler sur un thème : en leur temps maquette sur le risque nucléaire développée avec l'ASN, module d'affichage des risques, spots animés sur la vigilance ; aujourd'hui matrice d'aide à l'appréciation de la vulnérabilité d'un établissement face aux risques inscrite dans les ateliers de la rencontre nationale 2018. Mutualiser, valoriser les expériences, mettre en commun, échanger, le réseau c'est aussi la création de ressources incontournables qui expliquent, clarifient des aspects techniques des risques, c'est l'identification des besoins et la co-construction de réponses adaptées.

Les événements récents telles les inondations dans la Var qui ont coûté la vie à plusieurs personnes montrent que le travail est à poursuivre sans relâche. Qu'il faut être plus nombreux à porter les messages de la prévention sur les territoires. Dans ce sens l'IFFO-RME se doit de mobiliser encore et encore les formateurs du réseau, accueillir mieux et plus nombreux les nouveaux, trouver les ressources techniques, humaines et financières pour soutenir les dynamiques territoriales. Communiquer plus et mieux auprès des décideurs. A cette date anniversaire les conventions avec les ministères et les partenaires sont à renouveler. Les 20 ans de l'IFFO-RME riment avec 20 ans de partenariat avec le Ministère en charge de l'écologie, 10 ans de collaboration avec l'IRSN, autant avec Météo-France, 8 ans de Sites et Sols Pollués... Alors... *on continue encore et encore. Ce n'est que le début d'accord, d'accord ?*

Et puis pour le plaisir, une petite dernière pour l'Institut :

« *Qu'il est long qu'il est loin ton chemin PAPA, c'est vraiment fatigant motivant d'aller ou tu vas...Qu'il est long qu'il est loin ton chemin papa tu devrais t'arrêter dans ce coin à Clermont !!* »



Publié par l'IFFO-RME

Institut Français des Formateurs Risques Majeurs
et protection de l'Environnement

9, rue Jacques Louvel Tessier - 75 010 Paris

Tél. : 01 44 72 06 25

Courriel : secretariat@iffo-rme.fr

Retrouvez notre activité sur

www.iffo-rme.fr

Comité éditorial

et secrétariat de rédaction :

Evelyne ALLAIN

Danièle BAZIN

Annie BENNEZON

Aysegul CENGIL

Laurine GELY

Jonathan JOSEPH

Gérard MIGNOT

André PATTE

Sylvette PIERRON

Fanny TAILLIAR

Delphine THIEBLEMONT

Vincent VERMEULEN

Conception graphique & mise en page :

Valérie SCOTTO DI CÉSARÉ

Studio Graphique VSDCom

www.vsdcom.fr

Octobre 2018

